



La FSU adresse un salut fraternel à toutes les femmes et à tous les hommes rassemblés ici à Narbonne comme dans le monde entier à l'occasion de ce 1er mai. Cette journée prend son origine dans le « moving day » lancé par le congrès des syndicats américains de 1884. Le 1<sup>er</sup> mai fut ensuite désigné « journée internationale des travailleurs et travailleuses » par la II Internationale. Les 9 morts de Fourmies en 1881 enrachent le 1<sup>er</sup> mai dans la célébration internationale des combats de la classe ouvrière.

Oui c'est bien la Fête des travailleurs. Les travailleurs et ce travail qui fait leur fierté. Ce travail qui est comme la colonne vertébrale de notre vie sociale, ce travail qui, quand il est décent, permet à chacun de construire sa vie, de s'émanciper, de se réaliser. Ce travail qui manque tant à ceux qui n'en ont pas.

Et les organisations syndicales de transformations sociales dont la FSU seront toujours là pour faire progresser la cause des travailleurs et pour empêcher les faussaires de détruire ce que la classe ouvrière a durement conquis au fil de luttes sociales. Tout ce que le dogmatisme néolibéral voudrait faire disparaître en répétant en boucle austérité, austérité, austérité, et en enfermant les peuples dans des régressions toujours plus profondes.

Dans cette logique-là, en ce printemps, en France, le gouvernement Hollande-Valls n'est plus qu'un serviteur zélé des directives européennes. La réforme du Code du travail est dictée par Bruxelles, par le grand patronat et la loi des marchés. Ce désastre antisocial alimente directement la désespérance. En nous trahissant, nous, salariés, dont nos aînés sont à l'origine des grands acquis sociaux, ce gouvernement nous humilie. Il nous répudie de son histoire qui est devenue celle de la noblesse financière et politique.

Le projet de loi Travail porté par Hollande et Valls, c'est détruire tout le mécanisme de protection et de solidarité sociale en individualisant les rapports au travail, les références aux grands principes de cotisation et redistribution. Dans son préambule, le projet de loi dit clairement que désormais la loi n'a pas à protéger le salarié mais l'employeur. Cette inversion, les médias se gardent bien de la mettre en avant. Nous sommes face à une mondialisation capitaliste d'une agressivité absolue qui a déclaré la guerre mondiale aux droits des salariés pour servir les profits et l'actionnariat des grands groupes. Depuis deux mois maintenant, la catastrophe est programmée par ce gouvernement aux ordres des puissants. Elle va nous ramener plus d'un siècle en arrière en matière de droit du travail.

Rebâtissons l'espoir dans les décombres : nos aînés ont su le faire avec le Conseil National de la Résistance. Faisons-le à notre tour. Faisons de nos jours de colère des projections en nuits debout et pourquoi pas des vies entières debout !

On le voit bien cette année encore le 1<sup>er</sup> mai bien plus qu'une tradition sur un calendrier garde sa pertinence de journée de lutte des travailleurs, pour résister contre la course folle au profit qui dévaste tout, pour résister aux profiteurs pour qui le travail consiste à exploiter celui des autres.

Et face à l'offensive capitaliste de la loi travail, il nous faut avec Victor Hugo dire toujours plus fort : *« Tenter, braver, persister, persévérer, être fidèle à soi-même, prendre corps à corps le destin, étonner la catastrophe par le peu de peur qu'elle nous fait, tantôt affronter la puissance injuste, tantôt insulter la victoire ivre, tenir bon, tenir tête ; voilà l'exemple dont les peuples ont besoin, et la lumière qui les électrise. »*

Tous ensemble, notre devoir doit être de résister. Car notre tâche est grande, elle consiste à empêcher que le monde ne se défasse. Alors faisons de ce mois de mai un mois de lutte des classes. Un mois de mai qui fasse revenir le temps des cerises, fidèle à la Commune de Paris, à la République ouvrière.